

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 21/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CASTEL FRERES

L'Hyvernière
44330 La Chapelle-Heulin

Référence : N4-2025-1259-RI
Code AIOT : 0006302050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement CASTEL FRERES implanté L'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à un incident, survenu du 01/11/25 au 03/11/25, lors duquel 1300 hL de vin se sont déversés dans le réseau d'eaux usées du site, raccordé à la station de traitement des eaux usées du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTEL FRERES
- L'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin
- Code AIOT : 0006302050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site consiste à stocker, vinifier et embouteiller du vin. Le site est autorisé à embouteiller 1 500 000 hL/an.

Contexte de l'inspection : Incident

Thème de l'inspection : Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾
1	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Demande d'action corrective
2	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective
4	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.3.4	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 2.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que la survenue de l'incident, ainsi que sa durée sur 2 jours, trouvent leur origine dans un certain nombre de manquements dans l'organisation et le fonctionnement du site.

L'exploitant entamera des réflexions et travaux afin de remédier à ces manquements.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thèmes : Risques accidentels, surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
Constats : Le déversement du vin a eu lieu un samedi, jour où le site était inoccupé et n'était pas surveillé. En effet, l'exploitant indique avoir pour habitude de réaliser l'opération de filtration du vin "brut" le samedi. Par conséquent, personne n'a pu constater le déversement, qui n'a été découvert par l'exploitant que le lundi matin.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant changera d'organisation pour la réalisation de l'opération de filtration : soit en la réalisant un jour où le site est en activité, soit en s'assurant de la présence sur site d'une personne le jour durant sa réalisation. Dans le cadre des « dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident » (art 57 ci-dessus), il rédigera une procédure afin d'être en capacité de réaliser dans les meilleurs délais après l'incident un prélèvement dans la Sèvre Nantaise en amont de son point de rejet et un prélèvement en aval de ce point. Cette procédure prévoira également l'information du gestionnaire de la station d'épuration communale (la canalisation de rejet des eaux usées traitées étant commune avec celle de l'exploitant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°2 : Formation du personnel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thèmes : Risques accidentels, formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.
Constats : Parmi les causes de l'incident identifiés, la personne qui a déconnecté par erreur la cuve devant recevoir le vin filtré était récemment en poste et n'avait pas été formée sur cette opération.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à ce que le personnel soit formé, notamment dans le cas des personnes nouvellement recrutées, au fonctionnement de l'ensemble des installations sur lesquelles il sera amené à intervenir. Il formalisera cela dans une procédure et tiendra à jour un registre des personnes formées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thèmes : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.
Constats : Parmi les causes de l'incident identifiés, aucun affichage n'était présent à proximité de la cuve pour informer de l'opération de filtration à venir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à mettre en place une signalisation visible et explicite à proximité immédiate de la cuve.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°4 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.3.4
Thèmes : Risques accidentels, Gestion des ouvrages
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents aqueux sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition).
Constats :

Le déversement de vin s'est déroulé dans la station d'épuration jusqu'au lundi matin. Le réseau d'eaux usées et l'entrée de la station de traitement n'étaient pas instrumentés pour mesurer la qualité de l'eau en continu et l'exploitant n'a donc pu être informé de l'incident en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant étudiera la mise en place d'analyseur(s) en continu, par exemple une sonde pH, relié à une alarme afin de pouvoir en permanence être informé d'un incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°5 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 2.6
Thèmes : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées, le 05/11/2025, une déclaration d'incident. Par courriel du 17/11/25, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui fournir, sous 15 jours, un rapport d'incident, afin notamment d'explicitier les enseignements qu'il aura tirés de cet incident.
Type de suites proposées : Sans suite